ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

La lettre d'ENSEMBLE!

https://www.ensemble-mouvement.com

Climat, une COP pour rien !

La COP 27 s'est terminée par l'adoption d'un texte appelant à la réduction rapide des gaz à effet de serre et réaffirmant l'objectif de contenir le réchauffement climatique à 1,5°. Outre que ce seuil est déjà dépassé, rien de contraignant, rien de concret.

En ouvrant cette conférence des Etats, le secrétaire général de l'ONU avait pourtant su trouver les mots : « *L'humanité a le choix : coopérer ou périr. Il s'agit soit d'un pacte de solidarité climatique, soit d'un pacte de suicide collectif* ». Rappelant que la planète approchait rapidement de points de rupture pouvant rendre le « *chaos climatique* » irréversible, Antonio Guterres avait même déclaré « *nous sommes sur une route vers l'enfer climatique avec le pied sur l'accélérateur* ».

Mais, au sortir de Charm El-Cheikh, rien n'est changé. Et surtout pas notre conviction que seule la mobilisation des peuples peut permettre « *de lutter contre le réchauffement climatique et contre l'injustice partout dans le monde* » (Appel de la Coailtion COP27).

Là est notre urgence, notre responsabilité.

Plus de 30 000 manifestant.e.s à Paris le 19 novembre. Des dizaines de milliers dans toute la France les 19, 25 et 26 novembre..

Le droit pour les femmes à vivre dans une société sans violences à leur encontre reste encore à gagner.

Cette année à l'occasion de la journée internationale de lutte du 25 novembre, l'appel unitaire de 60 organisations pointe l'ampleur des violences et la responsabilité des pouvoirs publics à ne rien faire d'efficace pour y remédier.

Tout d'abord, l'ampleur des violences. 122 femmes tuées en 2021, 190 tentatives de féminicides, 217 suicides dits forcés du fait des violences psychologiques. En tout 529. Et 2022 ne s'annonce pas moins féroce. Combien de marches blanches faudra-t-il, combien de sit-in, combien de manifestations, combien de 25 novembre encore pour convaincre de s'attaquer aux problèmes ?

Femmes victimes de violences intrafamiliales, femmes victimes de viol ou de harcèlement sexuel au travail, femmes excisées, femmes handicapées victimes de violences « ordinaires », femmes racisées subissant des propos discriminants au travail, victimes d'incestes, viols dans les cabinets de praticiens, victimes de prêtres, la liste est longue et douloureuse à dérouler.

Nous manifestons aussi pour crier notre colère face au fonctionnement défaillant des institutions.

Protéger, c'est d'abord croire les femmes. Ce n'est pas dire une gifle ce n'est pas grave. Ce n'est mettre sur le même plan la parole des femmes et la présomption d'innocence. La loi protège ? Absence d'enquêtes, discrédit de la parole, déqualification des viols, classements sans suite, peines dérisoires, seulement 6% des viols condamnés. Protéger, ce n'est pas refuser d'enquêter quand on est employeur « en attendant que la justice ait fait son travail ». Ce n'est pas déplacer la victime, dans son intérêt bien sûr, et laisser le coupable en place, voir même le promouvoir. C'est encore moins licencier parce qu'on a dénoncé. Protéger, c'est mettre en place dès l'école des actions de prise de conscience. C'est réaliser les heures de formation auxquelles les élèves ont droit. Marre qu'on nous mette en avant des circulaires, des textes, sans jamais donner les moyens de les appliquer. Marre d'entendre féliciter le travail des associations sans leur accorder le million qu'elles réclament.

Non, ni l'état, ni la police, ni la justice ne font leur travail. Il ne s'agit pas de dysfonctionnements ponctuels. Ce que nous mettons en cause, c'est un système qui reproduit les mécanismes de violence et de domination qu'il est censé combattre.

Maintenant, ça suffit. Nous ne voulons plus que nos vies soient classées « sans suite » !

Crime anti-social contre les chômeurs et chômeuses !

Le gouvernement Macron s'acharne contre les droits des chômeurs et chômeuses. Pendant la période du COVID, il a durci les règles pour obtenir des droits, en allongeant la durée de cotisation. Résultat : le nombre de chômeurs indemnisés a diminué de 20%, selon **les organisations de chômeurs qui appellent à manifester le samedi 3 décembre prochain.**

Déjà, à peine plus de 4 chômeurs sur 10 inscrits à Pôle emploi touchent une indemnité. Les autres se débrouillent avec le RSA et le partage de la misère. Les Restau du cœur ont alerté sur l'aggravation de la situation.

Or le gouvernement persiste dans la violence antisociale. Un décret l'autorise à réduire de 25% la durée d'indemnisation des sans-emplois, contraints d'accepter n'importe quel contrat si la conjoncture est bonne. Sinon les durées d'indemnisation seront rognées, par exemple de 12 à 9 mois. Et si le chômage remonte ? Au mieux, l'indemnisation reviendra au niveau d'aujourd'hui.

Les personnes au chômage sont donc ballotées d'une manière indigne en fonction de la santé économique du pays. Les droits sont soumis à la bonne marche des affaires.

L'assurance-chômage a toujours été le parent pauvre de la Sécurité sociale. Comme sur les retraites menacées, le gouvernement veut prouver sa fermeté à la droite et à la Commission européenne. Les syndicats n'ont plus aucun pouvoir de négociation. C'est une étatisation, qui menace tous les autres droits

Que dirions-nous si en cas de maladie, 4 personnes sur 10 seulement obtenaient un remboursement digne ? Les autres tomberaient dans un « sous-droit » pour les pauvres, un « pauvre droit ». Uniquement parce qu'ils ou elles n'auraient pas eu de chance dans leur parcours professionnel.

Toutes les organisations syndicales, associatives, les forces de gauche, doivent faire bloc contre ce coup de massue. Empêcher ce recul aidera à bloquer les mêmes dégradations pour les retraites et toute la sécurité sociale. Solidarité !

L'Assemblée Générale d'ENSEMBLE !

Les 11, 12, 13 novembre s'est tenue notre Assemblée Générale. Près d'une centaine de camarades mandaté.es par leurs collectifs locaux, y ont participé, heureux/ses de se retrouver après les années de réunions en visio.

Comme il se doit, l'AG a débuté par une discussion sur les bilans des deux années écoulées. Parmi les camarades qui ont décidé de constituer la Gauche Eco Socialiste, intégrée à la France Insoumise, certain-e-s sont demeurés à ENSEMBLE ! et ont participé à ce débat, notre mouvement admettant la double appartenance.

L'essentiel des débats a porté sur la situation politique et l'orientation que nous souhaitons donner à notre mouvement. Une orientation axée sur la construction de la NUPES, avec la volonté d'en faire un regroupement unitaire ancré dans les quartiers et les entreprises, avec des assemblées locales. En soulignant qu'un échec de la NUPES ne ferait que renforcer le risque représenté par l'extrême droite. Les débats ont montré l'implication des camarades dans les mouvements sociaux (notamment sur le chômage, les retraites…), les luttes écologistes, féministes et antiracistes, et dans les tentatives de rassemblement autour de la NUPES.

Notre AG a aussi décidé d'amplifier les contacts avec les organisations et courants de la gauche et de l'écologie qui partagent notre volonté de voir la NUPES constituer une véritable alternative de changement radical. Dans cette logique, notre AG a acté la disponibilité d'ENSEMBLE ! à envisager son dépassement en vue de construire une nouvelle force de gauche anticapitaliste et alternative.

La situation internationale était aussi au cœur de notre AG. Le débat sur ce thème a permis de réaffirmer le soutien indéfectible d'ENSEMBLE ! au peuple ukrainien face à la meurtrière agression de la Russie poutinienne. Et l'implication forte de nos militant.es dans la solidarité avec l'Ukraine. Comme c'est aussi le cas pour le soutien au peuple palestinien, au combat des femmes d'Iran et à bien des luttes de par le monde. La discussion a également indiqué le large accord sur l'inquiétude à propos de la montée des extrêmes droites.

Enfin, l'AG a mis en place une EAN (Equipe d'Animation Nationale) de 20 camarades, équipe de 10 femmes et 10 hommes qui doit assurer la vie du mouvement entre deux réunions du Collectif National et faire le lien avec les collectifs locaux.

ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

contact@ensemble-fdg.org

Samedi prochain 26 novembre à 18h, la commission internationale d'ENSEMBLE! organise une réunion débat en visio, via Zoom sur la situation au Brésil après l'élection de Lula avec deux camarades brésiliens du PSOL (Parti pour le Socialisme et la Liberté).
Pour y participer : https://us06web.zoom.us/j/87313565180?pwd=RlI1bFF3NnQzdVNMYUd5WkZ5c0xCUT09
ID de réunion : 873 1356 5180 - Code secret : 875888